

La neutralité est synonyme de souveraineté, d'indépendance et de liberté

Elle protège notre démocratie fédérale directe

Entretien avec Matthias Buob*, docteur en économie HSG



Matthias Buob.
(Picture <https://matthias-buob.ch>)

«Zeitgeschehen im Fokus»: Vous faites partie du comité de l'Initiative sur la neutralité. Qu'est-ce qui vous a motivé à vous engager?

Matthias Buob: En tant que personne aux idées libérales et éprise de liberté, je considère qu'il est de mon devoir de défendre l'Initiative sur la neutralité. Pour moi, la liberté est liée à l'indépendance. Cela signifie adopter une position autonome, sans adhérer précipitamment aux doctrines de l'une ou l'autre partie au conflit. On peut formuler des critiques positives et négatives dans toutes les directions, et c'est cela, la neutralité.

La neutralité est un principe libéral. Ma liberté s'arrête là où commence celle d'autrui. On ne peut pas bafouer la souveraineté d'autres Etats et s'attendre à ce que cela reste sans conséquences géopolitiques. En tant que neutre, je respecte les frontières d'autrui. Bien entendu, je peux également faire valoir que je ne suis pas d'accord avec la manière dont l'autre a tracé ses frontières. En tant que neutre, on en a le droit.

Qu'apporte la neutralité à la Suisse en tant que pays, et qu'apporte-t-elle au citoyen individuel?

Je ne sais pas si la question de savoir ce qu'apporte la neutralité est correctement posée. Ce serait une mauvaise approche que de faire quelque chose dans le seul but d'en tirer à nouveau profit. La neutralité est bien plus qu'une simple attitude: c'est une valeur fondamentale qui a des effets clairement positifs. La neutralité



Vue sur le lac Léman, La Tour-de-Peilz et Vevey.
(Photo jpv)

est d'ailleurs aussi une valeur fondamentale du christianisme. On oublie souvent que nos racines proviennent justement de ce milieu. Les racines philosophiques et historico-culturelles de notre pays sont étroitement liées aux valeurs chrétiennes et humanitaires. Le commandement de l'amour du prochain exige en fin de compte une coexistence pacifique.

Une seule loi – on ne saurait mieux résumer les choses. Comparons cela à nos bibliothèques remplies de codes de lois.

La neutralité est un principe fondamental. Et je crois que pour nous, en tant que pays, en tant que nation éprise de liberté – à l'origine du moins –, il est essentiel d'être neutres. Du point de vue de l'idée de liberté, comme je l'ai déjà dit, la liberté est l'indépendance, et l'indépendance est la liberté. C'est ce que la neutralité contribue.

La neutralité nous conduit au principe fondamental de la responsabilité individuelle. Celui-ci exige de penser par soi-même, d'agir en toute souveraineté et de dénoncer sans censure les injustices partout dans le monde. Nous pouvons – nous devons même – dénoncer à tout moment et sans censure les injustices. Mais nous ne pointons pas du doigt les autres; nous essayons plutôt de percevoir objectivement les différentes positions.

L'avantage qui en découle est évident. Nous voyons les conflits de notre monde actuel sous

* Matthias Buob est entrepreneur, titulaire d'un doctorat en économie, homme politique de milice (conseiller municipal) et colonel d'état-major général de l'armée suisse. En matière de politique réglementaire, il défend une position résolument libérale dans l'esprit de l'Ecole autrichienne d'économie, marquée par des penseurs tels que Friedrich August von Hayek et Ludwig von Mises.

un angle tout à fait différent. Tout à coup, nous nous rendons compte qu'il n'y a pas seulement le noir et le blanc, ni le bien et le mal. Les conflits géopolitiques sont rarement unidimensionnels. En y regardant de plus près, on perçoit des nuances de gris complexes au lieu d'une simple pensée en noir et blanc.

Il n'y a pas de coupable ni d'innocent. Tout le monde est un peu coupable. Et le principe fondamental que nos parents nous ont enseigné est le suivant: «Il faut toujours être deux pour se disputer.» On ne se casse pas la tête sans raison, cela n'existe pas. C'est ce que nous apporte la neutralité: l'indépendance, la liberté. C'est ancré dans notre raison d'Etat.

Comment percevez-vous l'importance de l'initiative sur la neutralité?

La neutralité est position éthique. D'un point de vue strictement libéral, il est en réalité absurde d'inscrire une position éthique dans une Constitution. Mais on constate que l'initiative sur la neutralité a déjà déclenché un débat, et que, dans de nombreux domaines, le Conseil fédéral et le Parlement se sont soudainement montrés un peu plus réservés sur le plan politique. Ils auraient probablement agi différemment si l'initiative n'avait pas été en suspens. L'initiative a suscité une réflexion.

Quant à savoir si l'initiative aura un effet concret une fois inscrite dans la Constitution, cela reste à voir. Nous avons suffisamment d'articles constitutionnels que nos parlementaires et nos autorités exécutives enfreignent manifestement au quotidien, sans que rien ne se passe. Mais en fin de compte, l'objectif de cette initiative est de rappeler aux citoyens la valeur fondamentale que représente la neutralité et de mettre en évidence son bien-fondé.

L'initiative sur la neutralité a aussi ses détracteurs. Au fond, qui se sent dérangé par la neutralité?

En Suisse, nous évoluons désormais, d'un point de vue financier, dans un système où certains tirent un profit net. Nous observons une dépendance structurelle croissante de larges couches de la population et du service public vis-à-vis du système étatique. Quiconque profite financièrement du statu quo redoute souvent les changements profonds. Quel est le rapport avec cette initiative? On ne mord pas la main qui nous nourrit. Les politiciens ont un intérêt financier, un in-



Un parcours de la paix relie l'église catholique de Degersheim au monastère de Magdenau.

Dix poteaux invitent à réfléchir à la paix. (Photo ms)

térêt de pouvoir et l'intérêt d'être réélus. Cela signifie qu'en tant que politicien, on s'aligne sur un système de pouvoir qui garantit durablement tout cela.

Quand on examine la question des accords-cadres – l'intégration à l'UE – ou l'imbrication institutionnelle croissante avec l'OTAN, il apparaît clairement que certains responsables semblent davantage attirés par la grande scène politique internationale que par la nécessité de se concentrer sur les missions fondamentales de notre armée de milice. Et ce sont justement nos responsables politiques qui profitent de ce système. On s'intègre parfaitement dans ce système. Les gardiens des structures de pouvoir et financières font tout pour préserver ces structures et ne laisser passer aucun tir de travers qui pourrait leur gâcher la fête.

L'initiative sur la neutralité serait-elle alors en quelque sorte un frein à la carrière?

Je ne sais pas si «frein à la carrière» est le terme approprié. Je pense que «frein aux structures de pouvoir» est plus juste. Les fédéralistes, les démocrates de la première heure, notre démocratie directe et nos structures fédérales et strictement libérales ont toujours été une épine dans le pied de tous les détenteurs du pouvoir. Pourquoi le peuple, pourquoi l'individu devrait-il avoir son mot à dire? Que le citoyen engagé, l'agriculteur ou l'artisan se rebelle et fasse usage de son droit de veto démocratique – c'est précisément ce que l'élite politique tente de limiter. On ne veut pas du fédéralisme, de la démocratie originelle.

Et regardez donc où en est la démocratie aujourd'hui dans ce pays. Nous nous présentons

certes encore comme une démocratie originelle. Mais sur quoi pouvons-nous encore décider? Sur des initiatives populaires qui, au final, ne sont plus mises en œuvre? Tout le système a été réduit à l'absurde.

Nous avons créé une caste de politiciens professionnels. Dès la fondation de l'Etat fédéral en 1848, la proximité avec les citoyens était l'idéal suprême. Aujourd'hui, en revanche, nous assistons à une aliénation croissante due à une vie politique professionnalisée. Je viens d'être élu au Conseil communal. On y verse des indemnités contre lesquelles je me suis battu lors de l'assemblée communale, malheureusement sans succès. Ce ne sont plus des indemnités, ce sont des salaires.

Une fonction politique n'est-elle plus un mandat bénévole?

Il ne s'agit plus d'une contribution au bien commun, ni de fédéralisme. Il s'agit de carrière, de pouvoir, d'argent, et de les affirmer et de les consolider. Une classe de politiciens professionnels s'est établie, dont les parcours se sont déroulés presque exclusivement dans le secteur subventionné par l'Etat et qui n'ont jamais connu l'économie réelle ou en ont perdu le contact. Ils ont fait leurs études aux frais de l'Etat, ils vivent aux frais de l'Etat, et c'est aux frais de l'Etat qu'ils nous expliquent comment fonctionne le monde. Ils veulent consolider leur pouvoir, leur influence, et s'assurer durablement un flux financier au sein de ce réseau de structures de pouvoir politiques.

Dans nos pays voisins, ils sont tous déjà depuis longtemps politicien de carrière. Chez nous, en revanche, les politiciens de milice sont en voie de disparition. Nous sommes en train de créer une nouvelle génération de politiciens de carrière. Et l'initiative sur la neutralité vient gâcher leurs plans. Ceux-ci font donc tout leur possible pour préserver leurs intérêts. C'est pourquoi cette initiative est si vivement combattue: parce qu'elle contribue à préserver nos structures fédérales et fondamentalement démocratiques.

Cela signifie-t-il que nous ne devons pas sous-estimer le problème du pouvoir?

Oui, car nous cracherions dans la soupe de tous les gouvernements voisins. Si, en tant qu'Etat neutre, on disait soudain: «Hé, agresseurs, c'est hors de question d'envahir un pays comme ça. Ça ne se fait pas.» Et ensuite: «Hé, camp adverse, interdire une religion, interdire une langue.

C'est tout simplement inacceptable.» On se retrouve alors pris entre deux feux. Il faut savoir supporter cela. Mais malheureusement, nous avons une caste politique qui manque de courage et de fermeté.

En tant qu'Etat libéral, indépendant, démocratique et neutre, il faut toutefois pouvoir se placer entre les parties au conflit. Il faut dénoncer l'injustice et trouver des solutions qui favorisent la paix. Cela demande de la fermeté. C'est pourquoi nous devons avoir en politique les esprits les plus indépendants, les meilleurs, les plus critiques et les plus dérangeants.

Comment la Suisse, en tant que pays neutre, devrait-elle se comporter dans le conflit ukrainien?

Ma position est claire à ce sujet. La Suisse, en tant que système libéral, démocratique et indépendant, ne doit pas appliquer de sanctions qu'elle n'a pas elle-même imposées. Dans un premier temps, le Conseil fédéral a réagi de manière appropriée en gelant les relations commerciales à leur niveau d'avant le conflit. Ainsi, personne ne peut lui reprocher de tirer profit d'un conflit. En maintenant ce niveau d'avant-guerre, nous garantissons que nous ne tirons pas profit de la souffrance sans pour autant mener une guerre économique.

Bien sûr, la composition des volumes commerciaux joue également un rôle. Il ne faut pas que le commerce avec une partie au conflit se transforme en commerce d'armement. L'armement, cela n'est pas compatible avec la neutralité. La Suisse ne doit participer à ce conflit ni directement ni indirectement.

Pourquoi la neutralité doit-elle être perpétuelle et armée?

Récemment, un haut gradé m'a raconté une analogie amusante. Il m'a demandé: «A qui as-tu volé ton casse-croûte dans la cour de récréation? Tout d'abord, tu veux le meilleur casse-croûte, et à qui le voles-tu?» «Oui, au plus faible.» Je n'ai en réalité rien d'autre à ajouter. Nous sommes un Etat qui, à mon avis, a beaucoup à offrir, un gros casse-croûte.

Et si l'on ne peut pas défendre ce casse-croûte, alors on est tout simplement perdus. Et défendre, cela signifie justement dans tous les domaines: depuis les politiciens qui prennent position et s'engagent pour notre pays, jusqu'à une armée qui, lorsque le pays est menacé de l'extérieur, dit: «Petit gars, tu peux venir. Viens donc.

Mais je vais te dire une chose. Tu repartiras au moins avec un œil au beurre noir!»

Quand je suis entré à l'armée à l'époque, en tant que jeune recrue, j'ai toujours dit que défendre le pays signifiait pour moi veiller à ce que mes sœurs – j'en ai quatre – et ma petite amie ne soient pas violées, et à ce que des hommes ne soient pas assassinés. Je tiendrai bon bien longtemps – jusqu'au dernier coup de feu – avant de laisser cela arriver. Et cela a toujours été pour moi la motivation de dire: «Nous ne sommes pas agressifs. Nous sommes une armée défensive.»

Mais si quelqu'un s'en prend à moi, si quelqu'un me donne un coup de poing au visage, alors je riposte. Mais je ne serais jamais le premier à frapper.

D'ailleurs, c'est aussi ce que j'ai toujours dit à mes enfants: «En cas de conflit, on ne frappe pas. On ne fait pas ça. On peut aussi discuter avec l'autre. Mais si quelqu'un vous frappe, alors ripostez de toutes vos forces.» Je ne vois pas les choses comme le Nouveau Testament et je ne tends pas l'autre joue.

C'est pourquoi nous devons disposer d'une armée dotée de solides capacités de défense. Mais soyons honnêtes, nous en sommes déjà très, très loin depuis longtemps. Au cours des 28 années que j'ai passées dans l'armée, celle-ci a été systématiquement démantelée avec le soutien des partis bourgeois.

On a bradé tout le matériel militaire

Du matériel militaire de grande valeur a été liquidé à la hâte au fil des années. De plus, je constate que certains membres du commandement militaire manquent de courage pour adopter une réflexion stratégique non conventionnelle. La sélection de nos cadres militaires présente de sérieuses lacunes, ce qui m'inquiète. Et les personnes compétentes, qui existent bel et bien au sein du corps professionnel, sont systématiquement diffamées, discréditées et maintenues à l'écart.

En même temps, je constate que les personnes engagées au sein du corps professionnel ont souvent du mal à s'imposer avec des propositions constructives. Je le constate sans cesse dans mon quotidien militaire. Je m'étonne moi-même d'être arrivé aussi loin dans l'armée. Je propose régulièrement des solutions, même si celles-ci ne trouvent pas toujours un écho favorable. Comme je l'ai déjà mentionné, nous

nous retrouvons ainsi à nouveau dans le même cercle fermé, au sein des mêmes structures de pouvoir.

C'est vrai, l'armée a été détruite. D'un point de vue stratégique, on l'a aussi maintes fois orientée dans une direction complètement erronée. C'est mon opinion personnelle.

Je ne suis pas un spécialiste du développement des armements, mais je suis un observateur. Si l'on examine les conflits des 50, 60 ou 70 dernières années – on peut remonter jusqu'à la guerre du Vietnam – et qu'on se demande qui a remporté ces conflits, c'est toujours, à mon avis, l'armée qui disposait d'un effectif important qui l'a emporté, non pas l'armée hautement équipée et hautement technicisée, mais celle dotée d'un effectif important et d'une grande motivation, du Vietnam à l'Iran en passant par l'Irak et l'Afghanistan.

Je ne suis pas historien, mais ce sont là mes observations personnelles.

Et il faut maintenant transposer cela à la Suisse. La légendaire *Armée 61* mobilisait plus de 600 000 militaires pour cinq millions d'habitants. Aujourd'hui, avec près de 9,5 millions d'habitants, l'effectif réglementaire s'est réduit à un maigre 100 000. La masse critique fait défaut. Si l'on extrapole les chiffres de l'époque, nous devrions dépasser largement le million, voire atteindre au moins un million.

On me reproche bien sûr d'être un nostalgique, de regarder en arrière, de glorifier le bon vieux temps et d'être opposé au changement. Je ne le suis absolument pas. Je suis très ouvert aux nouvelles technologies. Mais on a le droit de tourner et retourner le problème comme on veut: même si nous sommes confrontés à des robots – et cela ne tardera plus –, on aura accompli davantage avec des effectifs humains, avec un million d'hommes, qu'avec quelques drones et une poignée de chars.

Les rapports sur le conflit ukrainien montrent à quel point les grands systèmes hautement technologiques, tels que les chars de combat, sont devenus vulnérables dans les guerres modernes menées par des drones. Cela confirme l'importance d'une défense décentralisée.

Avec une armée défensive d'un million d'hommes sous les armes – j'entends par là un fusil d'assaut et un lance-roquettes –, on pourrait faire beaucoup. Cela mettrait en difficulté l'armée la plus technologisée qui soit. Si, à chaque coin de rue, un lance-roquettes s'abat sur vous

ou qu'une petite balle est tirée. C'est épuisant. Ça vous démolit.

La question de l'armée soulève également un problème d'ordre idéologique. Nous avons négligé d'expliquer à nos concitoyens à quoi sert réellement notre armée. J'ai discuté avec des personnes qui ont refusé le service militaire. Je leur ai demandé: «Si tu as une maison, as-tu aussi une assurance incendie?» Ils m'ont regardé d'un air un peu étrange et ont répondu: «Oui, bien sûr qu'on en a une.» Puis j'ai demandé: «Connais-tu quelqu'un dans ton entourage dont la maison a brûlé?» Ils ont répondu: «Non.»

J'ai répondu: «Moi non plus, je ne connais personne dans mon entourage dont la maison a brûlé. Mais tout le monde a une assurance incendie. Tout le monde. Ça coûte cher. Notre armée, c'est notre assurance incendie. On ne fera jamais appel à elle de toute une vie, ni en deux générations, ni en trois générations, jamais – espérons-le!

Espérons ne jamais avoir besoin de cette assurance! Mais je vais vous dire une chose: si l'incendie se déclare, nous serons prêts, en grande pompe, avec des armes peut-être rudimentaires, avec des manœuvres d'extinction des plus rudimentaires. Mais cet incendie-là, nous l'éteindrions en unissant nos forces.» Et je crois qu'on a manqué le coche dans l'armée: expliquer à nos soldats le sens de notre armée.

Nous souhaitons équiper notre armée des armes les plus modernes. C'est tout simplement

cool de visiter des salons technologiques et d'admirer du matériel doté des dernières fonctionnalités. Des achats ratés, comme le système de drones acquis en Israël, qui a connu pendant des années d'énormes problèmes d'homologation dans les conditions suisses, illustrent le vide stratégique qui règne dans le domaine des acquisitions. C'est complètement absurde, ces bêtises qu'on fait là.

Nous n'avons pas besoin d'être plus que ce que nous sommes. Notre armée n'a pas besoin d'être plus qu'une assurance incendie, même si elle est peut-être un peu rudimentaire, mais nous en avons une.

Mais il faut faire passer ce message. Notre armée n'a pas besoin de figurer parmi les meilleures, les plus grandes ou les plus avancées techniquement; elle est simplement une assurance incendie, et une armée puissante en termes d'effectifs. Un million de personnes avec un seau d'eau à la main sont plus efficaces que 1000 avec une lance à incendie lorsqu'il y a un incendie de grande ampleur.

Monsieur Buob, merci beaucoup pour cet entretien.

(Entretien réalisé par Henriette Hanke Güttinger et Ursula Cross)

*Source: <https://zgif.ch/2026/08/19/neutralitaet-bedeutet-souveraenitaet-unabhaengigkeit-freiheit/>, 19 août 2026
(Republié avec l'aimable autorisation de la rédaction de la publication «Zeitgeschehen im Fokus».)*